

LesEchos.fr

La corruption, terreau du terrorisme ?

ENJEUX LES ECHOS | LE 09/03 À 18:15



La corruption, terreau du terrorisme ? - Shutterstock

Journaliste, chroniqueur à France Culture, Brice Couturier repère pour Enjeux Les Echos les grandes controverses qui agitent les think tanks du monde entier. Ce mois-ci : violence et corruption.

Les théoriciens des relations internationales décrivent le népotisme, les extorsions et autres détournements de fonds comme une conséquence de la faiblesse des Etats. Incapables d'exercer normalement leur autorité, ils toléreraient la concurrence d'affairistes ou de « seigneurs de la guerre ». C'est la **thèse défendue, par exemple, par Richard Haass**, dans un article récent de Foreign Affairs. Le livre d'une Américaine, chercheuse au Carnegie Endowment for Peace renverse l'équation : c'est la corruption qui nourrit la violence et non l'inverse. Discussion.

Sarah Chayes, auteur de Thieves of State : Why Corruption Threatens Global Security (Voleurs publics : pourquoi la corruption menace la sécurité internationale) est un personnage. Journaliste réputée de la National Public Radio, pour laquelle elle a couvert la guerre civile algérienne dans les années 90, elle débarque en 2002 en Afghanistan en tant que correspondante, lors de l'invasion américaine consécutive aux attentats du World Trade Center. Quelques mois plus tard, elle démissionne. Très attirée par le pays, elle s'est engagée dans une ONG, Afghans for Civil Society. Une association présidée, depuis l'étranger, par Qayum Karzai, le frère aîné du président. En 2003, découvrant que la CIA « arrose » la famille Karzai, elle réalise alors que le gouvernement afghan tout entier n'est qu'une « une organisation criminelle verticalement intégrée ». Elle rompt avec ses protecteurs, mettant sa vie en danger. A Kandahar, où elle habite dans une famille afghane, elle fonde une coopérative de fabrication de savon. Cette analyste politique, également observatrice de terrain, est recrutée comme conseillère spéciale par l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major interarmées des Etats-Unis. Lors des printemps arabes, elle se rend sur le terrain. Son livre constitue une synthèse de ces expériences. Et sa thèse peut se résumer ainsi : les Occidentaux, qui débarquent dans un pays qu'ils connaissent mal, recrutent des médiateurs locaux. Ceux-ci ont vite fait de se comporter en racketteurs, compromettant leurs protecteurs et ruinant leur entreprise de reconstruction de l'Etat. Les Américains estimaient, en Afghanistan et

en Irak, devoir d'abord établir la sécurité, remettant à plus tard la « bonne gouvernance ». C'était une erreur : il n'y a pas de sécurité dans un pays où l'ampleur de la corruption révolte les citoyens.

Dans son livre, repris par le Washington Post, elle estime que la corruption est « un accélérateur de conflits ». Ulcérés par le spectacle de l'enrichissement sans cause des détenteurs d'autorité, les simples citoyens méprisent et haïssent l'Etat ; ils se tournent vers les sectes religieuses les plus puritaines. Ils confient leur sécurité à des « protecteurs », dont les rivalités finissent par produire le chaos qu'on observe en Libye. Pour Sarah Chayes, la principale cause des printemps arabes a été l'exaspération provoquée en Tunisie, par la mainmise du clan de Leïla Trabelsi (seconde épouse de Ben Ali) sur le commerce extérieur ; en Egypte, par les détournements opérés par la clique de Gamal Moubarak, fils du dictateur.

Un surcoût de 10 %

Cette thèse est discutée dans **un long article paru dans le New Yorker**. Son auteur, Patrick Radden Keefe, spécialiste de la criminalité organisée, estime que Sarah Chayes a tendance à généraliser à partir de son expérience afghane. Ainsi, on ne saurait résumer les printemps arabes par la corruption. Le degré de celle-ci relève de caractéristiques culturelles, comme l'a montré l'expérience menée par deux économistes, **Raymond Fisman et Edward Miguel** (à lire sur le site du National Bureau of Economic Research) sur les contraventions des diplomates de l'ONU, jouissant de l'immunité. Les Norvégiens payaient rubis sur l'ongle, quand les Koweïtiens laissaient des notes salées... Il ne faut pas rêver : la corruption est responsable d'un surcoût global de 10% des échanges commerciaux internationaux et c'est une constante. L'Union africaine estime qu'un quart du PIB du continent a été « siphonné » par ce biais dans les années 90. En outre, des théoriciens comme James Q. Wilson (l'auteur de la théorie de la « fenêtre brisée ») ont montré que la corruption, en multipliant les interdépendances individuelles, créait du lien social. Et chacun voit bien, face aux exemples chinois, indien et indonésien, que la corruption n'est nullement incompatible avec la croissance.



La campagne anticorruption, lancée par Xi Jinping, pourrait même se révéler contre-productive : « Au moins, dans l'ancien système, vous pouviez graisser la patte à un bureaucrate pour que les choses se fassent », se plaignait le célèbre économiste **Mao Yushi, cité par le New York Times** ... Chaque nouveau chef du parti communiste a lancé, lors de son arrivée au pouvoir, une « campagne anticorruption », relève **Daniel A. Bell, sur The World Post**. Mais Jiang Zemin et Hu Jintao s'en servaient pour se débarrasser de leurs adversaires politiques. Xi Jinping, lui, vise tous les « tigres » (gros poissons du parti et de l'Etat) et toutes les « mouches » (petits cadres locaux). Pourquoi ? Dans une démocratie, les leaders assoient leur légitimité sur le vote de la population. Lorsqu'ils s'avèrent trop pourris, on en change. Rien de tel en régime de parti unique, comme en Chine. La légitimité des dirigeants repose sur leur « vertu ». Ils sont censés servir la communauté et non se servir. La survie du régime dépend donc de l'image que donnent ses dirigeants.

Sur Project Syndicate, le professeur en sciences politiques Minxin Pei met en garde contre une « chasse aux corrompus », qui s'accompagne en Chine d'une campagne contre les « valeurs occidentales ». Sans une société puissante et des médias libres de dénoncer les corrompus, la Chine ne parviendra pas assainir le climat des affaires. Or, le parti communiste a fait interdire l'accès à Google, à **Facebook**, au **New York Times**. L'Académie des sciences sociales a été purgée. Et le ministère de l'Education a décidé de censurer les manuels scolaires faisant l'apologie des « valeurs occidentales » ou critiquant le leadership. Pourtant, plus de 400 000 étudiants chinois partent, chaque année, étudier dans les universités occidentales.

Parmi eux, une forte proportion d'enfants de cadres du parti et de l'Etat. Leurs parents n'ont donc pas peur de les exposer à la contagion des « valeurs occidentales » ? ●

A SUIVRE

Quand Moscou lutte contre l'évasion fiscale... **Bill Browder**, célèbre pour avoir tenté de tenir tête à Vladimir Poutine, à la tête de son fonds d'investissement Hermitage Capital Management, a raconté dans un livre comment son avocat russe, Sergueï Magnitski était mort sous la torture, dans les geôles russes. A présent, il prétend que Moscou se sert des dispositions récemment adoptées pour traquer la fraude fiscale, pour neutraliser ses adversaires politiques, réfugiés à l'étranger. Sur la base d'une simple « notice rouge », transmise à Internet, tous les comptes de la personne visée sont fermés. Ce qui entraîne sa ruine. C'est ce qui est en train d'arriver à l'ancien trésorier de la compagnie pétrolière Ioukos, Andréï Leonovitch.

La Grèce, bien seule en Europe

Comment un politicien aussi expérimenté que Yanis Varoufakis, ministre grec des Finances et ancien conseiller spécial de Georges Papandreou, a-t-il pu jouer aussi mal face à ses partenaires de l'Union européenne ? **se demande le Peterson Institute for International Economics**. Avec des élections prévues, cette année, au Portugal et en Espagne, comment pouvait-il imaginer qu'on allait accorder à la Grèce l'abandon d'une politique de rigueur que se sont imposée les deux pays de la péninsule ibérique ? La Grèce n'a pas, sur sa ligne, de vrais alliés parmi les gouvernements européens. Mais son programme économique est exactement le même que celui du Front national...

Brice Couturier, pour Enjeux Les Echos